

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS — FRANCE
TÉL. 320.36.20.
C.C.P. 1248-74 N PARIS

D 659 BRESIL: LENDEMAINS DU VOYAGE DU PAPE

Suite à l'appui inconditionnel apporté par le pape aux évêques brésiliens, lors de son voyage de juillet dernier, un conflit hautement significatif vient d'éclater entre l'épiscopat et le gouvernement.

Le 15 octobre 1980, en effet, le président de la République signait le décret d'expulsion du Père Vito Miracapillo, de nationalité italienne et curé de Ribeirão, dans l'Etat de Pernambuco. Ce prêtre était accusé d'"atteinte à la sûreté nationale, à l'ordre politique ou social et à l'économie populaire". En réalité il avait refusé de célébrer la messe officielle du 7 septembre, fête de l'Indépendance nationale, en alléguant que "le peuple est loin d'être indépendant". L'incident se produisait quelques semaines avant le déclenchement de la grève des 240.000 travailleurs agricoles de la canne à sucre du Nord-est brésilien.

Le porte-parole de l'épiscopat prenait fermement position en faveur du prêtre, dont la mesure d'expulsion n'a pas encore été rendue effective. Le conflit, à dimension nationale, est généralement interprété comme donnant la mesure de la volonté d'ouverture politique du gouvernement.

Parallèlement, depuis plusieurs mois, une campagne de diffamation est en cours contre l'Eglise du Nord-est. Elle a provoqué la déclaration des évêques de la région; on en lira le texte ci-dessous.

Note DIAL

NOTE DES EVEQUES DU REGIONAL NORDESTE II

Le président de la commission épiscopale du Régional Nordeste II de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), le diocèse d'Olin-da e Recife et le diocèse de Palmares rappellent les paroles du Saint-Père dans son discours aux paysans à Recife, selon lesquelles "l'Eglise entend ne pas faire preuve d'omission quand il s'agit de rendre la vie plus humaine" (n°79); et quand il s'agit de faire prendre conscience "que tout ce qui relève de cette vie correspond à la vraie dignité de l'homme" (encyclique Redemptor Hominis, 14). En conséquence, les évêques soussignés ont résolu de porter à la connaissance de l'opinion publique et des autorités compétentes du pays les faits et les événements que les pasteurs ont le devoir de dénoncer et qui marquent la réalité vécue par

l'Eglise locale ces derniers temps. On peut espérer que, grâce à la compréhension de tous, il sera procédé à un examen sérieux des différents cas et, surtout, que les autorités feront ce qui est en leur pouvoir pour remettre en ordre le bien commun menacé.

On constate une vague grandissante de diffamation et de violence contre des personnes liées à l'Eglise du Nord-est - évêques, prêtres et agents de pastorale - et cela en divers endroits.

Nous évoquerons les faits déjà suffisamment connus qui ont donné lieu à diverses déclarations et notes officielles de la part des diocèses, du régional ou du national de la CNBB, de plusieurs Commissions justice et paix et d'autres groupes dans les lieux suivants: à Propriá (Sergipe) (1), à Campina Grande (Paraíba) (2), à Recife (Pernambuco), à Ribeirão (Pernambuco) (3), à Petrolândia (Pernambuco) et à João Pessoa (Paraíba).

Suite à ces faits rapportés et divulgués par la presse, nous voulons faire quelques remarques pour permettre une réflexion sérieuse et immédiate:

- Derrière ces actions on trouve l'intention et la volonté claire d'une démoralisation de l'Eglise du Nord-est.
- Les intéressés ne cachent pas non plus leur volonté de neutraliser les revendications légitimes et l'effort d'organisation des travailleurs ou secteurs opprimés de la société.
- On assiste parallèlement à une tentative d'inflexion du pays vers l'extrême droite par la rupture du processus politique d'ouverture, alors que cette ouverture est une nécessité vitale pour le peuple brésilien en ce moment historique qui est le sien.
- Nous attirons l'attention sur la position des seigneurs et propriétaires de la terre qui ont historiquement l'habitude d'abuser du pouvoir qu'ils ont.
- On voit clairement l'intérêt pour certains de maintenir le pays sur la pente du pouvoir discrétionnaire qui prend appui sur la doctrine de sécurité nationale, prise comme valeur inconditionnelle et sacrée.
- On assiste à des tentatives pour semer le doute envers des personnes d'Eglise jouissant de la confiance absolue de leurs pasteurs et engagées dans le sens de l'action de l'Eglise.
- Les évêques signataires ont le devoir de condamner de telles pratiques authentiquement terroristes. Ils renouvellent leur confiance et leur solidarité vis-à-vis du travail pastoral des personnes visées et calomniées; en même temps, ils soutiennent fermement la lutte des travailleurs ruraux

(1) Un conflit foncier à Ilha das Flores dure depuis trois ans. L'évêque de Propriá a pris fait et cause pour les petits paysans. Depuis, la tension n'a fait que monter (NdT).

(2) Une organisation d'extrême-droite, "Main blanche", a répandu un tract portant cent noms de personnes liées à l'Eglise et à abattre. Plusieurs ont déjà été assassinées (NdT).

(3) C'est le cas du Père Vito Miracapillo, devenu une affaire nationale (NdT).

et urbains du Nord-est pour de meilleures conditions de vie et de salaires, en défense de leurs droits légitimes. Ils attendent des autorités qu'elles prennent position devant ces faits. Ils ne peuvent être d'accord avec une attitude d'indifférence et d'inefficacité susceptible de virer à la capitulation ou à la connivence avec les responsables de la situation ainsi créée; ils espèrent au contraire que des mesures seront prises pour faire tomber cette impression, en dénonçant ces faits et ces événements.

Il est utile de citer ici les paroles que Jean-Paul II a prononcées dans l'homélie de la messe célébrée à Recife, le 7 juillet de cette année: "Heureux les pauvres, qui savent se défaire de leurs avoirs et de leur pouvoir pour les mettre au service de ceux qui sont dans le besoin, s'engager dans la recherche d'un ordre social juste, et travailler au changement des comportements de façon à ce que les marginalisés puissent trouver une place à la table de la famille humaine".

Recife, le 15 octobre 1980

Dom José Maria Pires, archevêque de João Pessoa
et président de la commission épiscopale du Régional Nordeste II
Dom Hélder Câmara, archevêque d'Olinda e Recife
Dom Acácio Rodrigues Alves, évêque de Palmares
Dom José Lamartine Soares, évêque auxiliaire d'Olinda e Recife
Dom Marcelo Cravalheira, évêque auxiliaire de João Pessoa.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441